



Connaître vos droits

Se préparer pour le
gouvernement de Trump



Morningside Heights Legal Services, Inc. de la Columbia Law School a conçu ces diapositives comme outil pédagogique.

Ces diapositives ne remplacent pas les conseils juridiques individuels dans votre cas.



Évaluer votre statut d'immigration

Évaluer toutes vos options d'immigration. Déterminer si vous êtes admissible au :

1. Statut de Protection Temporaire
2. Ajustement du statut par un membre de la famille ou quelqu'un proche
3. Asile ou autres formes d'aide humanitaire

Si vous faites partie d'une famille à statut mixte, considérer de demander aux personnes ayant la citoyenneté américaine d'appliquer pour un passeport américaine.

Pour obtenir des conseils juridiques gratuits et de qualité sur le processus d'asile, inscrivez-vous sur le site web Asylum Seeker Advocacy Project (dès que possible), <https://www.asylumadvocacy.org/>.

Obtenir une Autorisation de Travail

Soyez Proactif :

1. Demandez votre premier permis de travail le plus tôt possible, si vous y êtes admissible, même si vous n'avez pas l'intention de travailler.
2. Renouveler votre permis de travail si celui-ci expire dans les prochains mois.
3. Considérer de former une société à responsabilité limitée (LLC).

Pour plus d'informations sur l'obtention d'une autorisation de travail, visitez le site web du Asylum Seeker Advocacy Project (Projet de défense des demandeurs d'asile) (dès que possible), <https://help.asylumadvocacy.org/work-permits/>.

Améliorez votre confidentialité sur les médias sociaux et la confidentialité des données

- Rendez vos comptes de médias sociaux privés.
- Limitez votre présence sur les médias sociaux pour cacher votre statut d'immigration, le statut de vos proches et vos emplacements.
- Faites en sorte que vous soyez difficile à trouver sur Internet.
 - Demander à [Google](#) et aux autres moteurs de recherche de supprimer les informations personnellement identifiables ou le contenu de doxxing vous concernant.
 - Demandez aux organisations de retirer les profils ou articles publiés sur vous et d'autres proches.
 - Demander aux sites web où vous avez des comptes de supprimer vos données.
- Considérer d'utiliser des méthodes de communication plus sécurisées, comme Signal.
- Considérer d'utiliser un VPN, qui permet de masquer votre historique de navigation et votre emplacement.
- Considérer de supprimer l'utilisation de Touch ID, Face ID ou d'autres formes de sécurité biométrique de votre appareil mobile.

Mettez en Ordre vos Documents D'Identité

- **Numérisez tous vos documents d'identité.**
 - Partager les versions numérisées avec quelques personnes de confiance.
- **Mettez en ordre vos documents d'identité originaux.**
 - Les mettre dans un dossier en lieu sûr.
 - Assurez-vous que quelqu'un de confiance a facilement accès au dossier en cas d'urgence.
- **Ne transporter que des pièces d'identité qui ont été délivrées aux États -Unis**
 - Par exemple, un permis de conduire délivré aux ÉtatsUnis ou une carte verte.

Élaborer un plan d'urgence

- **Préparer une liste des numéros de téléphone d'urgence.**
 - Si vous êtes détenu, votre téléphone sera confisqué.
 - Songez à mémoriser les numéros de téléphone d'urgence.
 - Ayez toujours sur vous une liste de numéros de téléphone d'urgence sur une feuille de papier. Demandez à vos enfants de faire la même chose.
- **Élaborez un plan pour savoir qui prendra soin de vos enfants, de vos parents et de d'autres proches en cas d'urgence.**
 - Faites savoir aux écoles de vos enfants qui est autorisé à venir chercher vos enfants et qui ne l'est pas.
 - Envisager de préparer une procuration déléguant l'autorité parentale à un autre gardien potentiel. Cela peut réduire la probabilité que vos enfants soient placés en famille d'accueil pour vivre avec des étrangers si vous n'êtes pas en mesure de prendre leur soin.

Restez en Sécurité

- Éviter l'arrestation et la détention.
- Avoir en tout temps une carte rouge de l'Immigrant Legal Resource Center (Centre de ressources juridiques pour immigrants) (ILRC).
- Si des individus inconnus frappent à la porte de votre maison, veillez à ne pas l'ouvrir. Vous pouvez glisser une carte rouge ILRC sous votre porte si vous voulez.
- Si un agent d'immigration vous approche dans un lieu public, vous avez le droit de garder le silence.
 - Vous n'avez pas besoin de répondre aux questions posées par un agent d'immigration.
 - Demandez à l'agent si vous êtes libre de partir. Si l'agent dit oui, partez calmement.
- Ne signez rien sans avoir d'abord parlé à un avocat.
- **Rappelez-vous : Vous avez le droit de garder le silence et de consulter un avocat.**

En cas de descente

- Si vous êtes visé :
 - Les agents peuvent décider qui arrêter.
 - Si vous êtes approché par des agents, vous avez le droit de garder le silence.
 - Vous avez le droit de garder le silence en ce qui concerne votre lieu de naissance et votre statut d'immigrant.
 - Porter seulement que des pièces d'identité qui ont été délivrées aux États-Unis (permis de conduire, carte verte).
 - Le cas échéant, expliquez que vous êtes un individu qui s'occupe d'enfants ou d'autres individus.
 - Vous avez le droit de parler à un avocat et le droit de faire un appel téléphonique.
 - Ne signez rien sans avoir d'abord parlé à un avocat.
 - *Essayez de rester calme et ne tentez pas de vous enfuir.*

En cas de descente

Si vous êtes un témoin et que votre statut d'immigrant le permet :

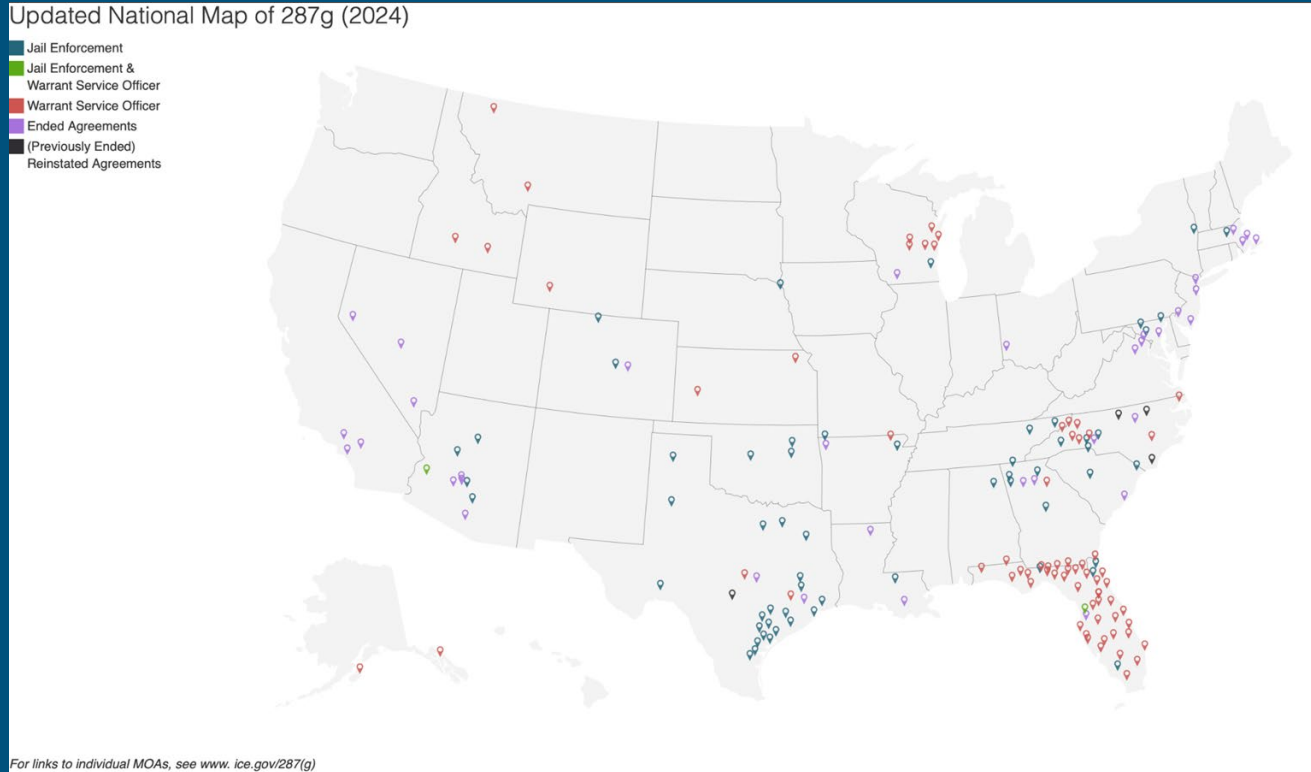
- Observer Passivement.
 - Prendre des photos et des vidéos de la rencontre. Rapporter la date, l'heure et le lieu de l'incident pendant l'enregistrement.
 - Si vous le pouvez, recueillir les noms et les numéros d'identification des agents d'état de la force impliqués dans la descente.
 - Appeler une ligne d'assistance pour les descentes de l'ICE, comme la ligne d'assistance United We Dream : 1-844-363-1423.

Considérer de ne pas déménager ailleurs aux États-Unis

Si vous habitez dans une région des États-Unis où les descentes sont plus susceptibles d'être effectuées, envisagez de déménager dans une zone du pays où les descentes sont moins susceptibles d'être effectuées (c. - à - d. **sans** régions **accords 287(g)**).

- Les accords de l'article 287(g) permettent aux organismes d'application de la loi des États et des collectivités locales d'agir à titre d'agents d'exécution de la loi en matière d'immigration.
- Actuellement il y a plus de 60 comtés aux États-Unis avec des accords 287(g).
- La liste des comtés ayant conclu des accords 287(g) est disponible à <https://www.ice.gov/identify-and-arrest/287g>.
- Le fait de déménager dans un comté sans accord 287(g) ne vous protégera pas nécessairement d'une descente, mais cela pourrait rendre cette possibilité moins probable.

2024 Carte des comtés ayant conclu des accords 287(g)



Source : Immigrant Legal Resource Center (Centre de ressources juridiques pour immigrants),
<https://www.ilrc.org/resources/national-map-287g-agreements>

Villes et États Sanctuaires

Les **villes** et les **États sanctuaires** limitent ou refusent la coopération avec le gouvernement fédéral dans l'application de certains aspects du droit de l'immigration.

- Plusieurs membres de l'administration entrante, y compris le nouveau chef d'état-major adjoint de la Maison Blanche pour les politiques, Stephen Miller, et le nouveau « czar frontières » Tom Homan, ont indiqué que le gouvernement de Trump va les villes sanctuaires, cherchant à sévir contre la pratique consistant à limiter l'application de la loi sur l'immigration.
- Vivre dans une ville sanctuaire n'est **PAS** une garantie de sécurité.

Mythe #1 - Statut d'Action différée pour les arrivées d'enfance (DACA)

Mythe: La DACA se terminera le premier jour du gouvernement de Trump.

La Réalité:

Une affaire concernant la légalité de la DACA est actuellement en instance devant la Cour d'appel du cinquième circuit. Les plaidoiries ont eu lieu en octobre 2024 et une décision est à venir.

Sous le président Biden, le gouvernement fédéral a défendu la légalité de la DACA devant les tribunaux fédéraux.

Sous le président Trump, le gouvernement fédéral pourrait changer sa position sur la légalité de la DACA. Nous ne savons pas quelles mesures, le cas échéant, le gouvernement Trump pourrait prendre pour annuler le programme DACA. Tous les efforts, surtout les efforts brusques, pour annuler DACA seront contestés.

Mythe #2 - Citoyenneté par droit de naissance

Mythe : L'administration Trump peut facilement mettre fin à la citoyenneté par droit de naissance.

La Réalité:

La citoyenneté par droit de naissance est protégée par le 14^e amendement à la Constitution des É.U. Toute mesure prise par l'administration Trump pour mettre fin à la citoyenneté de droit de naissance sera contestée en justice.

Bien que le gouvernement Trump puisse prendre des mesures pour rendre plus difficile la preuve de naissance aux États-Unis, l'administration de Trump ne peut pas modifier unilatéralement la Constitution américaine afin d'annuler le 14^e amendement garantissant la citoyenneté par droit de naissance.

Mythe #3 : Accès à l'éducation

Mythe : Les enfants et étudiants sans papiers ne peuvent pas poursuivre leurs études aux États-Unis.

La Réalité :

Tous les enfants ont le droit de s'inscrire et d'aller à l'école publique. La Cour suprême des États-Unis a rendu cette décision dans l'affaire Plyler v. Doe, une affaire qui a été tranchée en 1982.

Tous les étudiants, quel que soit leur statut d'immigration , peuvent légalement présenter une demande et fréquenter les collèges et les écoles d'études supérieures.

Mythe #4 : Détention et expulsion en masse

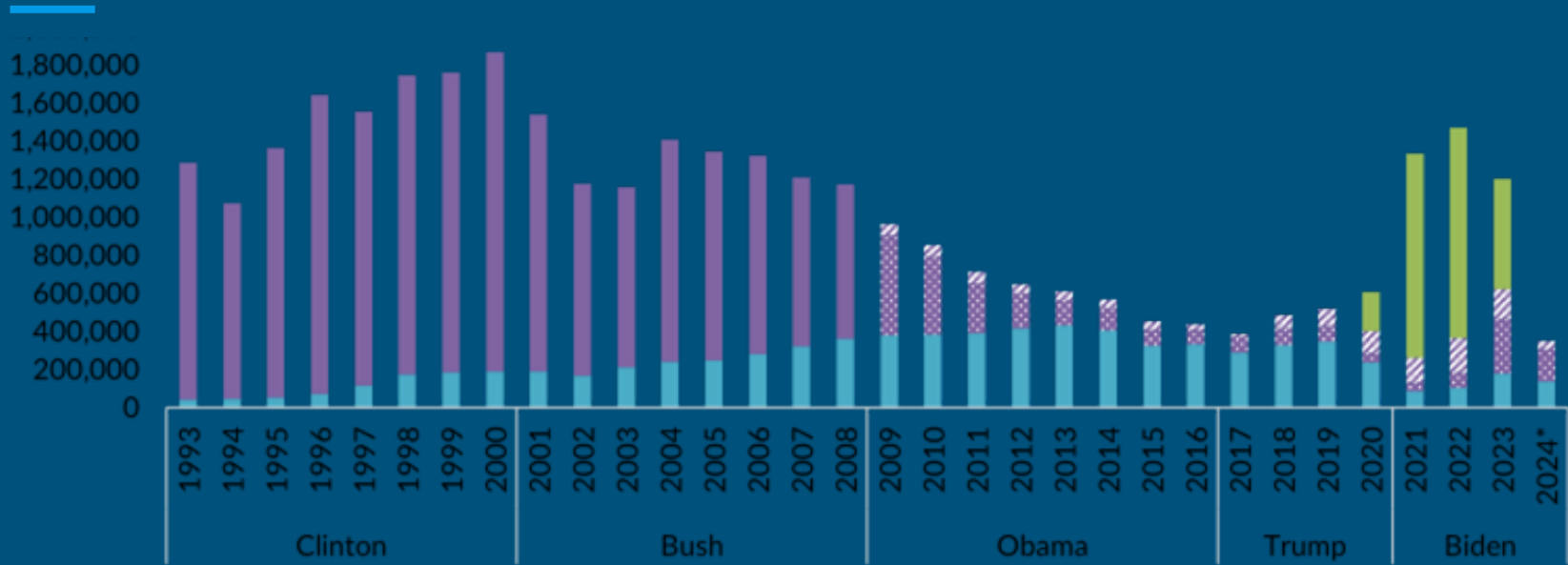
Mythe : Le gouvernement de Trump procédera à des détentions et expulsions massives de millions de personnes à l'intérieur des États-Unis.

La Réalité :

L'administration de Trump procédera probablement à des détentions et expulsions importantes.

Mais il y a des défis financiers, juridiques et logistiques à relever pour cibler des millions de personnes dans l'intérieur des États-Unis en vue de leur détention et de leur expulsion.

Données sur les rapatriements forcés



Source: Migration Policy Institute (Institut de la Politique Migratoire), <https://www.migrationpolicy.org/article/biden-deportation-record>



The Asylum Seeker Advocacy Project (ASAP) sees a future where the United States welcomes individuals fleeing violence. ASAP members receive immigration resources, time-sensitive legal updates, and opportunities to ask questions to expert attorneys.

Visit this website to learn more about how to become an ASAP member:

asylumadvocacy.org/members



L'Asylum Seeker Advocacy Project (ASAP) envisage un avenir dans lequel les États-Unis accueilleront les personnes fuyant la violence. Les membres d'ASAP reçoivent des ressources en matière d'immigration, des mises à jours rapides sur des questions juridiques, et l'opportunité de poser des questions à des avocats spécialistes.

Visitez notre site web pour en savoir plus sur la façon dont pour devenir un membre d'ASAP.

*Le site web est uniquement disponible en anglais.